

152 numéros du tarif et en abaissa 11; à la suite de ces modifications, le premier ministre de l'époque était prêt à aller assister en Angleterre à la conférence économique et il ne devait plus y avoir de chômage dans notre pays. A la conférence économique, il a parlé à sa façon et il a dit aux gens d'Angleterre quel était le but de son Gouvernement. Je trouve le rapport de son discours dans le rapport officiel de la conférence économique de 1930, commençant à la première page de l'appendice. Il s'exprima dans les termes suivants:

Le parti conservateur du Canada croit, et y conforme ses actes, au principe de protéger celui qui, au pays, produit les denrées agricoles ou les articles manufacturés contre la concurrence dommageable exercée par les rivaux du dehors. Toutefois, il n'entre pas dans notre programme de fermer nos portes au produit étranger si l'entrée de ce dernier chez nous ne constitue pas un danger pour le niveau de vie social dont jouissent nos gens. Par ailleurs, notre politique a pour but d'assurer au consommateur un marché favorable en stimulant la production au sein des industries domestiques concurrentes, et ce à un point tel qu'elles se trouveront en mesure, tout en rivalisant sur un pied raisonnable avec celles du dehors, de se présenter devant le public acheteur canadien avec un produit d'une qualité identique et à un prix qui puisse souffrir la comparaison avec les prix en vigueur sur les grands marchés des autres pays.

Plus loin, il déclara:

J'offre à la mère patrie ainsi qu'à toutes les autres parties de l'Empire la préférence sur le marché canadien en retour d'une préférence identique sur les leurs, préférence basée sur un relèvement dans une proportion de 10 p. 100 de l'échelle tarifaire générale actuelle ou de l'échelle à venir. L'acceptation par chacun de vous de cette offre, et la proposition aussi bien que l'acceptation par tous les autres pays de l'Empire d'offres identiques nous permettront d'atteindre à l'idéal de la préférence dans les limites de l'Empire.

Je ne crois pas qu'il me soit nécessaire d'en dire plus long là-dessus, car la question a été traitée par mon chef, le premier ministre (M. Mackenzie King), qui a déclaré à cette époque qu'il était absurde de demander aux pays britanniques d'élever une muraille de hauts tarifs contre tous les autres pays du monde. Naturellement, une offre aussi absurde fut rejetée par la Grande-Bretagne et par les autres possessions britanniques.

Pendant la session de 1931, le Gouvernement, alors sous la direction du chef actuel de l'opposition (M. Bennett), haussa 128 numéros du tarif par voie de législation, et deux par arrêtés du conseil; il en abaissa 55 numéros. Ces modifications n'eurent pas beaucoup de succès; on constata que le Canada ne pouvait vivre isolément, et l'on décida alors de convoquer une conférence économique impériale à Ottawa. En ouvrant cette confé-

rence en sa qualité de président, le très honorable député déclara, entre autres banalités:

Nous avons un but commun. Nous avons le suprême désir de l'atteindre. Et l'on ne saurait trouver ailleurs dans le monde un groupe de pays plus capables de conjuguer leurs efforts que ceux qui composent l'Empire. Nous sommes donc équipés et prêts à entreprendre la tâche. Il serait oiseux de prétendre qu'elle n'est pas formidable. Nous ne serions pas britanniques si nous nous y soustrayions pour cette raison. Quelque grande qu'elle puisse être, quelque graves que soient les difficultés, nous ne saurions hésiter.

Ces paroles furent prononcées sur un ton très ferme. Il poursuivit ensuite:

La loyauté et l'intérêt personnel nous ordonnent d'aller de l'avant, sachant que notre succès signifie l'avènement d'une prospérité nouvelle et redoublée pour nous-mêmes, pour l'Empire et pour le monde.

Ce fut un grand discours. L'idée était de convoquer tous les pays britanniques et de conclure de nouveaux accords. A la suite de cette conférence de 1932, on conclut quelques accords d'après lesquels on haussa 150 numéros du tarif; on en éleva un numéro par arrêté du conseil et le Parlement abaissa 144 numéros. Ces augmentations étaient pour la plupart conformes aux accords signés par les différents pays de l'empire britannique. On se rappellera que M. Baldwin retarda son départ afin de signer quelque chose. Ceci a déjà été dit dans cette Chambre et il ne faut pas oublier qu'à la date où il devait partir, rien n'était prêt. Les journaux déclarèrent que le premier ministre d'alors versa des larmes parce qu'aucun document n'avait été signé. M. Baldwin attendit une journée de plus et finalement il signa certains documents qui avaient été préparés avec soin par les membres du personnel qui l'avait accompagné. Parmi ces documents se trouvait l'accord qui a été inséré dans nos Statuts.

C'était une question de donnant, donnant; nous ne pouvions pas envoyer de marchandises canadiennes en Grande-Bretagne sans prendre des marchandises anglaises en échange. Si les honorables députés veulent bien se reporter à la page 2701 du *hansard* du 1er mai 1934, ils y trouveront une lettre d'un M. English, commissaire de commerce du gouvernement canadien, datée du 6 mars 1934, dans laquelle il dit que le haut-commissaire ne voyait pas d'un bien bon œil les exportations de produits anglais au Canada. C'est une des erreurs du gouvernement précédent. Comme l'a dit l'année dernière l'ancien ministre des Finances, M. Rhodes, la première erreur a été de ne pas avoir demandé de conseils ou de ne s'être procuré les renseignements nécessaires avant de hausser le tarif. J'aimerais à citer le